

Les pays débattent des restrictions imposées aux produits chimiques

Dossier de la rédaction de H2o
April 2025

Des dizaines de plus de 180 pays se réunissent à Genève, du 28 avril au 9 mai, pour discuter de la restriction de produits chimiques toxiques. Les négociations s'inscrivent dans le cadre d'une série de réunions biennales appelées "conférences des parties aux conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm". Elles interviennent alors que l'on craint de plus en plus que des produits chimiques dangereux inondent la Terre. Selon les experts, la prolifération de ces composés est l'un des signes les plus inquiétants d'une crise de la pollution à l'échelle planétaire. Les représentants des pays doivent discuter de la mise en place de garde-fous pour le commerce transfrontalier de dix produits chimiques, dont le mercure et l'amiante, dans le cadre de la convention de Rotterdam. Si cette mesure est adoptée, elle empêchera les pays d'exporter ces produits chimiques vers d'autres pays sans leur consentement préalable en connaissance de cause, une procédure conçue à l'origine pour mettre fin au déversement de produits toxiques dans les pays en développement. Est également organisé un débat de haut niveau au cours duquel les ministres des gouvernements doivent discuter des moyens d'améliorer la gestion des produits chimiques et des déchets. Les discussions se déroulent sous le thème "Rendre visible l'invisible". Une série d'événements parallèles, dont plusieurs seront organisés par le PNUE, se déroulent parallèlement aux négociations.

Selon une étude du PNUE, entre 40 000 et 60 000 composés chimiques sont régulièrement utilisés dans les produits commerciaux, des engrais à l'électronique. Les observateurs espèrent que les discussions de Genève contribueront à sensibiliser à la nécessité d'une gestion sûre et durable des produits chimiques et aux risques de pollution chimique liés à l'exposition à des produits chimiques nocifs, dans un contexte de croissance attendue de l'industrie chimique, dont la valeur devrait atteindre 10 000 milliards de dollars américains d'ici à 2030.

PNUE